



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Lundi 23 octobre 2006

### COMPTE-RENDU

(La liste des Présents et Excusés est intégrée au compte-rendu p 13-14.)

*Annexe 1 (p.15): Liste des **documents remis aux participants** de l'Assemblée Générale. A noter : l'ensemble de ces documents sont disponibles au siège de RAFAEL.*

**Michel DELEBARRE**, Ancien Ministre d'Etat, Député-Maire de Dunkerque, Président de RAFAEL ouvre la séance à 10h15 en accueillant les membres présents. Il rappelle l'ordre du jour de l'Assemblée :

- un point sur les **questions administratives et financières** du Réseau RAFAEL,
- l'examen des **orientations et des perspectives de travail** de RAFAEL,
- les **questions diverses**.



Comme c'est devenu la coutume<sup>1</sup>, **Michel DELEBARRE** rappelle qu'à l'issue de chaque Assemblée Générale de RAFAEL, est organisée une **rencontre-débat sur une thématique spécifique**. Cette année, il propose aux membres de RAFAEL **une discussion**, à partir de son expérience en tant que **Président du Comité des Régions de l'Union Européenne**, sur le thème « **Citoyens, Europe et Territoires** ».

<sup>1</sup> *Pour mémoire* : l'Assemblée générale 2004, « les enjeux du développement de la Grande Vitesse Ferroviaire à l'échelle locale et européenne » avec **Jacques SANTROT**, Maire et Président de la Communauté d'Agglomération de Poitiers, alors Président de l'Association « Villes Européennes de la Grande Vitesse » ; l'Assemblée générale 2003, « la nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales en 2004 » par **Gérard MAGNIN**, Délégué Général d'Energies ; l'Assemblée Générale 2002, « l'Etat d'avancement des réflexions prospectives à l'heure de l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de développement du Territoire », par **Daniel GOUZI**, Directeur Général Adjoint du Conseil Régional Nord Pas de Calais et **Pierre-Jean LORRENS**, Directeur de la Direction Plan, Prospective et Evaluation de la Région ; l'Assemblée Générale 2001, « L'état du haut débit dans le Nord-Pas de Calais », par **Georges BISIAUX**, MSI, Conseil Régional Nord-Pas de Calais et **Philippe BOUDOUIN**, Directeur d'études à l'IDATE ; l'Assemblée Générale 2000, « Présentation des conclusions de l'étude de la liaison ferroviaire Valenciennes-Mons », **Eric WOERTH**, cabinet Arthur Andersen ; ...

## QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### a) Adoption du compte-rendu de l'Assemblée générale du 26 septembre 2005 (cf. dossier préparatoire p. 4)

A l'invitation de **Michel DELEBARRE**, les membres approuvent, à l'unanimité, le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale.

### b) Adoption du rapport d'activité 2005 et recueil des observations sur le rapport d'étape 2006 (cf. dossier préparatoire p.14)

**Michel DELEBARRE** présente brièvement le rapport d'activités 2005. Il souligne que les travaux des différents groupes de travail se sont inscrits, pour 2005, dans la continuité des grandes orientations du Réseau à savoir : le transports et les liaisons ferroviaires, les technologies de l'information et de la communication et les grands sujets d'intérêt commun.

En ce qui concerne le rapport d'étape 2006, **Michel DELEBARRE** souligne la « montée en puissance » d'une thématique spécifique, celle de « l'Habitat et de la Délégation de compétence des aides à la pierre ».

En effet, à la demande des DGS des collectivités membres de RAFHAEL, une rencontre avec **Bernard CARTON**, Président de l'Association Régionale pour l'Habitat, a été organisée en février 2006 afin de faire un point sur le thème « Habitat et Délégation de compétence des aides à la pierre à l'heure de la décentralisation ». Comme suite à cette rencontre, **RAFHAEL** a initié, à la demande des techniciens des différentes collectivités, un cycle d'échanges sur la mise en oeuvre de cette délégation de compétence. Il s'agit au cours de 7 ateliers techniques successifs d'apporter des éléments d'informations et de rechercher des solutions adaptées pour répondre aux questions des agglomérations délégataires.

Les rapports ne soulevant ni question ni observation, ils sont adoptés à l'unanimité.

### c) Dossiers financiers (cf. dossier préparatoire p.28)

A la demande de **Michel DELEBARRE**, **Christian DRUELLE**, expert-comptable du Réseau présente les documents financiers du Réseau RAFHAEL au titre de l'année 2005.



**Christian DRUELLE** invite les membres à parcourir le compte de résultat 2005 (cf. dossier préparatoire p.31) et souligne le résultat positif à hauteur de 21 999 € sur l'exercice comptable 2005. Il explique cet excellent résultat par le règlement de certaines cotisations en retard d'une part et, par une baisse des charges de personnel due au congé maternité de **Coralie DELPIERRE**, Chargée de mission du Réseau d'autre part.

**Christian DRUELLE** indique que la situation patrimoniale de l'Association au 31/12/2005 était donc de 54 497 € auxquels s'ajoutent les valeurs mobilières de placement (SICAV) de RAFHAEL pour un montant de 24 530 €. Il ajoute que la valeur réelle de ces SICAV est évaluée au 31/12/2005 à 40 459 €, soit une plus value latente de 15 929 €.

**Michel DELBARRE** remercie **Christian DRUELLE** pour cette présentation et soumet le compte de résultat 2005 au vote des membres du Réseau.

Aucune observation n'étant émise, les membres approuvent les comptes de l'exercice 2005 à l'unanimité.

**Christian DRUELLE** poursuit ensuite sa présentation en détaillant le compte de résultat prévisionnel 2006 (cf. dossier préparatoire p.36).

Ce dernier présente un compte bénéficiaire de 867 €.

**Michel DELEBARRE** remercie **Christian DRUELLE** pour cette présentation de la situation financière de l'Association.

Le prévisionnel 2006 est approuvé à l'unanimité par l'Assemblée.

#### d) Détermination du taux de cotisation 2007

**Michel DELEBARRE** rappelle que le problème relatif à certaines cotisations impayées reste posé. Il s'agit des cotisations de la ville de Tourcoing qui considère toujours que c'est à la Communauté Urbaine de Lille Métropole de payer à sa place, la ville de Villeneuve d'Ascq et de celle d'Avesnes-sur-Helpe. Il propose de continuer à relancer ces villes sur les cotisations impayées.

Il rappelle également que l'année dernière, l'Assemblée Générale a approuvé le **doublment de la cotisation des agglomérations** et la **division par deux de la cotisation des villes** à l'exception de Boulogne sur mer, qui a souhaité, en accord avec la Communauté d'agglomération du Boulonnais, conserver les taux antérieurs.

Au regard de la situation comptable satisfaisante de RAFHAEL, **Michel DELEBARRE** propose de ne pas augmenter les cotisations en 2007.

**Michel DELEBARRE** rappelle ainsi le taux actuel des cotisations annuelles :

- Pour les membres fondateurs	7 622€
- Pour les Villes	0,02 €/habitant
- Pour les Intercommunalités	0,02 €/habitant
- Pour la CDC	2 250 €
- Pour les entreprises partenaires	305 €

**L'Assemblée approuve cette proposition à l'unanimité.**

#### e) Point sur les adhésions et les démissions

**Michel DELEBARRE** indique aux membres de RAFHAEL la démission de la Banque Populaire du Nord et du Crédit Lyonnais qui avaient rejoint le réseau via son objet initial (TGV).

Il rappelle qu'à heure actuelle, sur les 11 Communautés d'Agglomération du Nord-Pas de Calais, 9 sont membres, 3 ne sont pas membres mais sont invitées et participent régulièrement (*La Porte du Hainaut et St Omer*) ou ponctuellement (*Cambrasis*) aux travaux du Réseau.

#### f) Composition du Conseil d'Administration

**Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'Assemblée Générale du 26 septembre 2005, les membres de RAFHAEL avait émis le souhait de rééquilibrer la représentation des Agglomérations au sein du Conseil d'Administration du Réseau. Il précise que selon les statuts de RAFHAEL, le Conseil d'Administration doit être composé d'au moins 15 membres.

A l'heure actuelle, les Agglomérations représentées (directement ou indirectement) au sein du Conseil d'Administration de RAPHAEL sont Lille Métropole Communauté Urbaine, la Communauté Urbaine de Dunkerque, la Communauté Urbaine d'Arras, la Communauté d'agglomération du Douaisis et celle d'Artois Comm.

Il s'agit donc de renforcer la présence des Agglomérations. Pour ce faire, **Michel DELEBARRE** propose de « faire monter » au Conseil d'Administration un représentant de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, un représentant de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre et un représentant de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole.



**L'Assemblée approuve cette proposition à l'unanimité.**

**Michel DELEBARRE** rappelle les orientations choisies lors de la dernière Assemblée Générale de RAFHAEL (cf. *Compte-rendu de l'Assemblée Générale du 12 juillet 2004, p.2*) et les pistes de travail évoquées à cette occasion.

### 1. Dossier TRANSPORTS/LIAISONS FERROVIAIRES

Sur ce dossier, **Michel DELEBARRE** rappelle les orientations retenues par le Réseau en juillet 2000 et confirmées depuis, à savoir le **suivi de l'étude de marché relative à la liaison ferroviaire Valenciennes - Mons**, toujours dans un contexte élargi au reste de la région, et la poursuite de la **réflexion sur les problèmes généraux de liaisons ferroviaires** concernant les villes et les agglomérations du Réseau ainsi que sur le **réseau européen de la Grande Vitesse**

#### >> les liaisons transfrontalières en général et « Valenciennes-Mons » en particulier

Dans le dossier relatif à la liaison ferroviaire Valenciennes - Mons, **Michel DELEBARRE** précise que le **16 mai 2006**, le **groupe de travail TRANSPORTS** s'est réuni sous la Présidence de **René VANDIERENDONCK** afin d'**entendre Jeannine MARQUAILLE**, Vice-présidente du Conseil Régional Nord-Pas de Calais en charge des Transports, **présenter les conclusions de l'étude de marché** initiée par la Région.

En conclusion, l'étude menée par le Conseil Régional **préconise une « solution Tramway »** pour relier Valenciennes-Mons.

Parallèlement à l'étude menée par la Région, Valenciennes Métropole et RFF ont initié une seconde étude.



Selon cette étude, la solution, moins onéreuse, pour assurer la liaison Valenciennes-Mons sans rupture de charge est d'amener les trains belges jusque Valenciennes en électrifiant la partie ferroviaire à 3 000 Volts, sachant que ce montage devra évoluer en même temps que celui du réseau belge lorsque la norme européenne sera imposée.

En conclusion à cette réunion, **René VANDIERENDONCK** a émis le souhait de réunir à nouveau l'ensemble des acteurs concernés pour examiner, à la lumière des différentes études menées, les possibilités de relier Valenciennes à Mons-Borinage

**René VANDIERENDONCK** confirme les conclusions de cette réunion et précise que cette dernière a été forte intéressante. En effet, ce dossier présente une alternative : soit une « solution Tramway », soit une solution qui consisterait à prolonger le réseau ferré Belge jusqu'à Valenciennes.

**Pascal DUBOIS**, Directeur de Cabinet de la Ville de Valenciennes, indique que Valenciennes continue à étudier la solution qui consiste à prolonger le réseau belge jusqu'à Valenciennes. Une réunion publique sur le sujet sera organisée à Valenciennes dans une quinzaine de jours.

**René VANDIERENDONCK** ajoute qu'au-delà de la problématique Valenciennes-Mons, il serait intéressant d'élargir la réflexion aux problèmes généraux que posent les liaisons transfrontalières. Il précise qu'à l'heure actuelle, une réflexion est en cours pour intensifier les liaisons ferroviaires Gand/Roubaix/Tourcoing/Courtrai/Lille. Il s'agirait de trouver des faisceaux supplémentaires afin d'augmenter la cadence de ces dessertes.

Il rappelle que ces problématiques renvoient à l'origine même de l'Association RAFHAEL et posent la question de ce que seront demain les croisements des TGV Nord Européens dans le cadre de sa réalisation complète avec notamment la prolongation vers Cologne. Les questions relatives aux interconnexions restent ouvertes : quels TGV se croiseront à Lille ? Quels TGV se croiseront à Bruxelles ? Il insiste sur le fait que RAFHAEL ne peut pas être en dehors de ce débat.

## >> le projet européen « ITARC »

**Michel DELEBARRE** abonde dans le sens de **René VANDIERENDONCK** et rappelle que dans cette optique, lors de l'AG 2005, les membres de RAFHAEL avaient retenu le principe de participer au projet ITARC (Impact and needs of HS Train connectivity on Regional development of regions and cities).

Ce projet, dont le chef de file est la ville de La Haye, devait être mis en place dans le contexte du dernier appel à projet Interreg IIIB dont l'objectif est de développer les relations et la cohésion des territoires de l'Europe du Nord-Ouest.

Le Comité de programmation du 30 novembre 2005 a « référé » le projet ITARC. A priori, ce dernier ne répondait pas entièrement aux objectifs de la mesure 1. Il s'agit donc à présent d'attendre afin de connaître les priorités du futur programme européen (2007-2013) pour savoir si le projet pourra être à nouveau examiné.

**Michel DELEBARRE** propose aux membres de RAFHAEL de prendre contact avec Maire de La Haye afin de savoir quelles sont ses intentions sur ce dossier.



**Pascal DUBOIS** indique que certains réseaux hollandais cherchent à travailler sur ce sujet et qu'il serait intéressant de se rapprocher d'eux afin d'échanger.

**L'Assemblée approuve cette proposition.**

## >> la grande vitesse ferroviaire : TGV Nord-Européen

Par ailleurs, **Michel DELEBARRE** attire l'attention des participants sur l'inauguration en 2007 de ces nouvelles lignes. Il propose d'interpeller **Daniel PERCHERON**, Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais afin de connaître la position de la Région sur ce sujet.

Il informe les membres du Réseau que du côté du Littoral, un travail est mené avec le Conseil Général du Pas de Calais afin de préparer ces événements.

Selon lui, il serait souhaitable de mener un travail sur une communication spécifique pour l'ouverture de ces liaisons européennes afin d'expliquer aux citoyens quel sera le nouveau schéma ferroviaire de la grande vitesse.

Il propose donc dans un premier temps de saisir **Daniel PERCHERON** sur ce sujet et de formaliser une proposition à la lumière du retour de ce dernier.

**L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.**

## >> l'Association « Villes et Régions Européennes de la Grande Vitesse »

**Michel DELEBARRE** rappelle qu'en juillet 2001, RAFHAEL a adhéré à l'association « Villes et Régions Européennes de la Grande Vitesse », présidée par **Bernard SOULAGE**, Vice-président de la Région Rhône-Alpes, qui vise à l'amélioration des liaisons ferroviaires entre les villes et les Régions.

Il informe les membres que cette association :

- a publié son 1<sup>er</sup> numéro des « Cahier de la Grande Vitesse » sur le thème « Finances et collectivités locales »
- souhaite mettre en place d'un groupe de travail TERGV sous la présidence de **Daniel PERCHERON**, Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais. L'objectif de ce groupe de travail sera de réfléchir sur les questions de matériel, de coût d'exploitation, de péages pour aboutir à la rédaction d'un pré-cahier des charges en vue d'éventuelles commandes des collectivités intéressées.

La mise en place officielle de ce groupe de travail devrait se faire suite à un colloque qui sera organisé sur ce thème le 31 janvier 2007 à Lille. Il va de soi que les collectivités membres de RAFHAEL seront invitées...

## 2. Dossier TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

### >> Les options régionales en matière de TIC

**Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'Assemblée Générale 2005, les membres de RAFHAEL avait retenu le principe de continuer à débattre avec les représentants du Conseil Régional sur l'importance du montage financier des projets d'infrastructures haut débit. Il s'agissait également d'éclairer les membres de RAFHAEL sur les souhaits et les options régionales en matière de TIC.

Dans cette perspective, **Michel DELEBARRE** indique aux participants que le 9 décembre 2005, le groupe de travail TIC s'est réuni afin d'entendre **Christophe DI POMPEO**, Délégué aux TIC du Conseil Régional sur la politique de la Région en la matière. Il invite **Christophe DI POMPEO** à rappeler les options régionales retenues.

**Christophe DI POMPEO** précise que le Conseil Régional n'a pas souhaité accompagner les territoires dans le déploiement des réseaux haut débit métropolitains. En effet, en la matière, la Région a pris le parti de travailler en priorité sur les « zones d'ombre » qui touchent les particuliers et certaines zones d'activités.

Aujourd'hui, sur ce dossier, la Région est entrée dans une phase opérationnelle. Sept territoires ont d'ores et déjà saisi le Conseil Régional en la matière et un travail avec les Conseils Généraux est en cours.



Par ailleurs, **Christophe DI POMPEO** informe les participants que dans le cadre de la Conférence Permanente du Schéma Régional du Développement Economique, deux groupes de travail dédiés aux TIC vont être mis en place. Le premier mènera un travail sur les zones d'ombre, le deuxième sur les usages.

Il propose que RAFHAEL puisse être partie prenante aux réflexions de ces groupes de travail.

**Michel DELEBARRE** remercie **Christophe DI POMPEO** pour ces informations et cette proposition.

[L'Assemblée marque son accord pour participer aux groupe de travail TIC mis en place dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique](#)

### >> le groupe de travail technique TIC

**Michel DELEBARRE** rappelle que le groupe de travail technique TIC animé par **Dominique CRESSON**, Délégué Général du Réseau s'est réuni à deux reprises cette année afin de faire un point technique sur « L'Europe en matière de TIC » et sur « le partage entre collectivités territoriales d'applications informatiques libres ».

[L'Assemblée marque son accord pour poursuivre la concertation et les échanges techniques au sein du groupe technique TIC.](#)

### >> Les conférences-débat « PROPSECTIV-IT »

**Dominique CRESSON** indique que RAFHAEL a mis en place, en juin 2006 et en partenariat avec la **Fondation Internet Nouvelle Génération** (FING) et le **groupe de prospective i-Futurs**, un cycle de conférences intitulé «Prospectiv-IT». Il s'agirait d'un rendez-vous trimestriel dont l'objet affiché est d'enrichir les démarches de prospective territoriale des collectivités.

Il rappelle que la 1<sup>ère</sup> conférence-débat s'est tenue le 19 juin 2006 à Lille sur le thème « Nouvelles technologies, nouveaux usages à l'horizon 2010 » avec l'intervention de **Daniel KAPLAN**, Délégué Général de la FING. Elle a réuni près de 100 participants.

*(Dans le dossier remis aux participants : synthèse de la 1<sup>ère</sup> Conférence-débat + article de presse La Gazette Nord-Pas de Calais du 03/08/2006 – « Les décideurs territoriaux interpellés par l'émergence des TIC » )*

Par ailleurs et afin d'assurer un niveau et une qualité des échanges, **Dominique CRESSON** propose d'organiser ces rencontres en partenariat avec la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération).

En effet, cette Association, présidée depuis janvier 2006 par **Philippe LEMOINE**<sup>2</sup>, a pour vocation de « repérer, stimuler et faire connaître l'innovation dans les services, les applications et les usages de l'internet de demain ». La FING entretient des liens étroits avec les acteurs publics français (notamment la DATAR.) et européens chargés du soutien à la R&D et l'innovation.

La FING apportera, dans l'organisation de ces rencontres, son expertise et les intervenants de qualité pour l'ensemble des sujets traités.

**Michel DELEBARRE** remercie **Dominique CRESSON** pour ces rappels et interroge les membres de l'Assemblée sur leur intérêt quant à la poursuite des rencontres « PROSPECTIV-IT » en rappelant que ces dernières sont ouvertes, au-delà des membres de RAFHAEL, aux acteurs concernés par la prospective en matière de TIC (chercheurs, entrepreneurs...).

#### **L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.**

Par ailleurs et afin de formaliser le partenariat que RAFHAEL souhaite mettre en place avec la FING dans l'organisation de ces rencontres, **Michel DELEBARRE** propose l'adhésion de RAFHAEL à cette Association précisant qu'une adhésion collective, via RAFHAEL, a son intérêt dans la mesure où l'ensemble des membres du Réseau bénéficiera des services de cette Association pour une cotisation annuelle mutualisée d'un montant de 800 €.

*(Dans le dossier remis aux participants: une présentation synthétique de la FING + Dossier d'adhésion)*

#### **L'Assemblée marque son accord pour adhérer à la FING.**

### **3. Dossier SUJETS D'INTERET COMMUN**

**Michel DELEBARRE** rappelle que le Réseau RAFHAEL constitue, peut être avant tout, un lieu de concertation, de discussion et d'information pour les Maires, Bourgmestres et Présidents des intercommunalités en vue d'échanger sur des sujets divers d'intérêt commun.

Dans cette optique, il rappelle qu'au cours des précédentes Assemblées Générales, cinq thèmes d'intérêt commun ont été « recensés » :

1. La télévision numérique régionale et les télévisions locales
2. La nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales
3. L'Urbanisme Commercial
4. L'Europe
5. L'Habitat et la délégation de compétence des aides à la pierre

#### **>> Les Télévisions locales et la télévision numérique terrestre**

**Michel DELEBARRE** informe les membres que sur le dossier des télévisions locales, RAFHAEL a poursuivi son travail de mise en réseau des acteurs des télévisions locales. Par ailleurs, un travail de veille reste mené avec notamment la réactualisation en cours du document « les télévisions locales dans le nord-Pas de Calais et la Belgique transfrontalière », et le suivi des travaux du groupe de travail de l'AMF.



Il indique à l'Assemblée quelques faits marquants en 2006, notamment :

<sup>2</sup> Philippe Lemoine est Président-Directeur Général de [LaSer](#) (Lafayette Services). En dehors de ces responsabilités professionnelles, il est impliqué dans trois univers : celui des sciences sociales, avec notamment l'initiative « [Modernités On/Off](#) » ; celui de la modernisation, en participant notamment au Conseil de plusieurs entreprises de service public ; celui des technologies, en présidant le Comité spécialisé du Medef sur l'économie numérique et étant membre notamment de la [CNIL](#) et du [CSTI](#). Il préside également le [Réseau Echangeur](#).

- Le lancement ce lundi 16 octobre 2006 de la première télévision locale hertzienne du Nord-Pas de Calais : Calais TV,  
([Dans le dossier remis aux participants : Extrait de presse « Calais Réalités – 12-18 octobre 2006 « Elle arrive chez vous »](#))
- Plusieurs télévisions locales du Nord-Pas de Calais ont mis à disposition leurs programmes sur le Web. C'est le cas de Calais TV mais aussi de ILTV, la Télévision d'Agglomération de Hénin6Carvin (qui a lancé son site Internet officiellement le 29 septembre dernier)  
([Dans le dossier remis aux participants : Communiqué de presse – 29 septembre 2006 « ILTV tisse sa toile »](#))

Ainsi, à l'heure actuelle, sur le territoire du Nord-Pas de Calais, il existe deux Web TV (*télévision sur Internet*) : C9 Télévision et le Canal Local Valenciennois (voire trois avec LAVOIXTV lancée en 2000 par la voix du Nord), trois TV locales (Calais TV, ILTV et Delta TV) présentes sur le web et offrant la possibilité de télécharger leurs programmes.

**Michel DELEBARRE** conclut en précisant que de toute évidence, ce mode de diffusion est un outil intéressant pour les télévisions locales et très porteur d'avenir selon tous les observateurs. Il serait donc intéressant pour RAFHAEL d'approfondir la réflexion sur ce mode spécifique de diffusion.

#### L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.

Par ailleurs, **Michel DELEBARRE** ajoute que d'autres pistes de travail pourraient être approfondies telle que la mutualisation des programmes des télévisions locales.

**Marie-France BERTHET**, Représentante officielle du Conseil Régional Nord-Pas de Calais et Présidente du Centre Régional de Ressources Audiovisuelles (CRRAV) confirme l'intérêt d'approfondir cette piste de travail. De façon générale, elle indique qu'en matière de télévisions locales, il reste beaucoup de travaux à initier notamment sur le financement des télévisions locales, sur la mutualisation possible de certains moyens, sur l'éventuelle création d'une banque de données communes sur le contenu et aussi sur le travail à renforcer avec les télévisions belges.

**Pascal DUBOIS** approuve ces propositions et ajoute que sur le problème de la télévision numérique terrestre, le CSA serait prêt à revoir sa position relative à la place des télévisions locales sur la TNT dès lors que ces dernières seront capables de proposer un programme d'émissions de 18h... Aussi, cette information confirme l'intérêt de travailler à la mutualisation d'un certain nombre de programmes.

Par ailleurs, il indique que, sans attendre le déploiement de la TNT sur le territoire du Nord-Pas de Calais, un travail sur les modes de diffusion et en particulier celui via le haut débit voire le très haut débit est intéressant car ce mode de diffusion permet aujourd'hui de produire et de diffusion des émissions de qualité.

#### L'Assemblée marque son accord pour approfondir ces sujets.



Enfin, **Michel DELEBARRE** souligne la situation difficile du territoire Nord-Pas de Calais en matière de déploiement de la TNT. Il rappelle que face au constat d'une faible couverture du territoire du Nord-pas de Calais par la TNT, il avait adressé le 19 avril 2005 un courrier à **Dominique BAUDIS**, Président du CSA, afin d'envisager la généralisation rapide de l'indispensable couverture de la TNT sur l'ensemble du territoire régional et national.

Le retour obtenu sur ce courrier a été un retour certes chaleureux mais sans aucune précision sur le fond. Il y a en effet à déplorer certaines avaries techniques dues à la situation transfrontalière de la région Nord-Pas de Calais.

Cependant, à l'heure actuelle, une seule certitude sur ce dossier : les territoires du Nord-Pas de Calais seront desservis par la TNT au plus tard en 2011, date à laquelle l'analogique s'arrêtera pour laisser place au « tout numérique ».

Selon, **Michel DELEBARRE**, cette situation n'est pas très bonne et il propose à l'Assemblée de réfléchir à une requête commune afin d'accélérer la généralisation de la couverture TNT sur le territoire du Nord-Pas de Calais

#### L'Assemblée approuve cette proposition.



## >> La nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales

**Michel DELEBARRE** rappelle que, comme retenu en AG 2004, **Daniel HALLOO**, Vice-président de la Politique de l'eau et de l'énergie de la Communauté Urbaine de Dunkerque a mis en place et anime un groupe de travail ad hoc sur le thème de « La nouvelle donne énergétique pour les Collectivités Territoriales ».

Trois réunions ont ainsi pu être organisées en février et avril 2005 et juin 2006 sur les thèmes suivants :



- Rencontre avec les opérateurs historiques sur leurs visions concernant l'ouverture des marchés de l'énergie
- Le montage d'un groupement de commandes»
- L'Audition de **Alain ALPERN**, Vice-président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, sur la politique régionale en matière d'énergie et plus particulièrement sur les prêts à taux zéro pour l'isolation des bâtiments
- les premiers retours des appels d'offre relatifs aux fournitures d'énergie

**Michel DELEBARRE** indique que l'Energie reste un sujet d'actualité avec notamment les dernières lois sur l'Energie.

Il propose de demander au groupe de travail de faire un point sur les conséquences de ces lois nouvelles pour les collectivités et les territoires membres de RAFHAEL.

**L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.**

## >> L'Habitat et la délégation de compétence des aides à la pierre

**Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'AG du 26 septembre 2005 et comme suite aux discussions informelles développées dans le cadre des rencontres des DGS du Réseau, a été retenue l'organisation d'une rencontre avec **Bernard CARTON**, Président de l'Association Régionale pour l'Habitat afin de faire un point sur la question de l'aide à la pierre.

Cette rencontre s'est tenue le 9 février 2006 et a réuni l'ensemble des responsables du dossier Habitat des agglomérations membres de RAFHAEL.

Comme suite à cette rencontre et afin de répondre à un souhait émis par les techniciens de ce dossier, RAFHAEL a initié un cycle d'informations et d'échanges sur la mise en œuvre de cette délégation. Concrètement, il s'agit, au cours de sept ateliers techniques successifs, d'apporter des éléments d'informations et de rechercher des solutions adaptées pour répondre aux questions de nos collectivités.

Les trois premiers ateliers se sont tenus en juin à Lens, en juillet à Dunkerque et en septembre 2006 à Arras. Le quatrième atelier se tiendra à Lille le 9 novembre prochain.

**Michel DELEBARRE** ajoute que ces ateliers techniques rencontrent un « grand succès ». En effet, l'ensemble des agglomérations délégataires participe activement à la préparation et à l'animation de ces rencontres (forte participation et grande implication des participants, vif intérêt...)... L'intérêt pour ces ateliers techniques dépasse même les frontières régionales : avec une demande d'information et de transmission des comptes-rendus de la Communauté d'agglomération du Pays de Flers (61 - Orne)...

Enfin, **Michel DELEBARRE** propose d'envisager, suite à ce cycle d'informations et d'échanges, la tenue d'une réunion de synthèse de ces ateliers. Cette rencontre serait organisée à l'attention des élus responsables de ce dossier ainsi que des DGS et pourrait être animée par **Bernard CARTON**, Président de l'Association Régionale pour l'Habitat.

**L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.**

## >> L'Urbanisme Commercial

**Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'AG de 2004, le constat avait été fait que les commissions départementales d'équipement commercial, sous la tutelle de la Préfecture, n'étaient plus adaptées aux grands projets d'équipement commercial qui, souvent, représentent des enjeux régionaux, voire transfrontaliers. Ainsi, lors de l'AG de 2004, il avait été décidé de réfléchir, au sein du Réseau, à la mise en place d'une Commission à l'échelle régionale.

Lors de l'AG de 2005, il a été retenu de lancer une nouvelle réflexion sur le thème « Urbanisme Commercial » animée par **Jean-Jacques DELILLE**, Président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis.

Dans ce cadre, en décembre 2005, RAFHAEL a organisé une réunion de travail sur ce thème. Lors de cette séance de travail, plusieurs pistes de travail ont été évoquées notamment au travers de lieux d'actions identifiés comme légitimes et pertinents :

- le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, via l'adoption du SRADT
- la COMET (coopération métropolitaine), terrain d'expérimentation intéressant pour ce sujet.

**Michel DELEBARRE** informe les membres que, manifestement, ce dossier est difficile à faire avancer. Selon lui, ce sujet est un sujet « porteur » pour les Présidents d'Agglomérations mais c'est un sujet complexe à porter collectivement... A l'heure actuelle aucune piste a été identifiée pour envisager « la création d'une Commission Régionale d'Urbanisme Commercial » qui interviendrait à un certain niveau d'extension ou à un certain montant d'investissement, proposition pour laquelle il réitère son intérêt.

**René VANDIERENDONCK** confirme les difficultés rencontrées sur ce dossier. Il rappelle qu'au mois de novembre 2006, les discussions vont se poursuivre au sein du Conseil Régional en vue de l'approbation du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT). Il indique que dans ce cadre, un certain nombre de sujets devrait apparaître notamment celui de l'Urbanisme Commercial et celui de la maîtrise périurbaine.

Il ajoute qu'à cette occasion il souhaite initier un document incitatif pour relancer l'idée d'une initiative en la matière à l'échelle régionale.

Parallèlement à ces discussions, il informe les membres sur le travail mené actuellement par Lille Métropole Communauté Urbaine sur son Schéma de Développement d'Urbanisme Commercial (SDUC) d'une part et sur l'éventuelle mise en place d'un SCOT à l'échelle métropolitaine d'autre part. Ces travaux sont certes intéressants mais concernent une échelle qui ne correspond pas aux problématiques soulevées par les projets d'un certain niveau d'investissement ou d'extension.

**Michel DELEBARRE** remercie **René VANDIERENDONCK** pour ces informations et propose à l'Assemblée de saisir par courrier le Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais afin d'attirer son attention sur les enjeux relatifs à la mise en place d'une régulation régionale pour les projets ou extension d'un certain niveau d'investissements et ce en vue de l'adoption du SRADT,

[L'Assemblée approuve cette proposition.](#)

## 4. Les autres pistes de travail

### >> Les aires métropolitaine et l'articulation des différents niveaux de contractualisation

**Michel DELEBARRE** rappelle que le 5 juillet 2005, le Réseau RAFHAEL a organisé une rencontre des membres autour de l'appel à coopération métropolitaine lancé par la DATAR. Lors de cette réunion, **Nathan STARKMAN**, Directeur de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole et **Patrice VERGRIETTE**, Directeur de l'Agence de développement et d'urbanisme de Dunkerque, ont présenté les dossiers de candidature de l'Aire métropolitaine de Lille et de la Région métropolitaine de Flandre Côte d'Opale – Flandre occidentale belge.

**Michel DELEBARRE** indique qu'à l'heure actuelle sur ce dossier, les pistes de réflexion et d'actions ne sont pas très claires en terme de contractualisation. Plus généralement, c'est le problème de l'articulation entre les différents niveaux de contractualisation qui est posé.

**René VANDIERENDONCK** abonde en ce sens et ajoute qu'en 2007, le contrat d'agglomération disparaîtra. La question de savoir comment l'Etat va définir son volet territorial se pose (territorialisation d'actions ? Crédits spécifiques ?) ainsi que celle de l'intervention des aires métropolitaines dans cette future contractualisation. La période est au questionnement. L'ambiguïté est inquiétante...



**Michel DELEBARRE** insiste sur la nécessité d'un état des lieux en la matière. Il propose que RAFHAEL initie un tour de table technique sur le sujet en réunissant les représentants des Agglomérations, des Départements, de la Région et ceux de l'Etat afin de faire un état des lieux sur les différents niveaux de contractualisation : s'agit-il aujourd'hui de mettre en place une nouvelle politique contractuelle ? Comment ces différentes politiques de contractualisation s'articulent-elles entre elles ?

**Daniel PARENTY**, Vice-président de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, approuve et propose d'associer à ce tour de table les représentants des Parcs et des Pays concernés également par cette question.

#### L'Assemblée approuve cette proposition.

**Alain WACHEUX**, Président de la Communauté d'Agglomération d'Artois Comm, approuve cette proposition. Cependant, il marque son inquiétude quant à l'obtention de réelles réponses à ces questions notamment de la part des représentants de l'Etat. Selon lui, ces derniers ne souhaitent pas, à l'heure actuelle, clarifier la situation... Par ailleurs, les territoires sont tous porteurs de projets concurrents les uns aux autres... le danger de la juxtaposition de ces projets sans cohérence est grand.

**Michel DELEBARRE** partage cette inquiétude mais souligne le fait qu'en absence de réponse coordonnée, les collectivités continuent à travailler et que de fait, « certaines choses se mettent en place ». Il ajoute que, face au danger de juxtaposition des projets des territoires, il y a là un intérêt à se retrouver pour essayer de hiérarchiser l'ensemble de ces projets. La question est de savoir si les territoires sont capables, ensemble, de dire ce qu'ils souhaitent et de prioriser leurs souhaits.

### >> Les prospections extérieures des territoires du Nord-Pas de Calais

**Michel DELEBARRE** attire l'attention des membres sur une préoccupation actuelle de l'ensemble des territoires : les prospections extérieures des territoires via NFX et les agences territorialisées.

Selon lui, à l'heure actuelle, les actions menées en la matière le sont en ordre dispersé. Par ailleurs, les entreprises et les grands groupes en région mènent une prospection très éloignée du contexte régional. Certaines images se sont créées, par exemple sur le Valenciennois avec l'industrie automobile mais cela n'est pas vrai pour l'ensemble des territoires.

Aussi, sur ce sujet, il y a un intérêt à rationaliser les travaux menés pour plus d'efficacité et d'opérationnalité.

Dans ce cadre, **Michel DELEBARRE** propose d'organiser un tour de table avec les représentants de NFX et ceux des agences territorialisées afin de faire un point sur cette question.

#### L'Assemblée approuve cette proposition.

**Alain WACHEUX** conforte ce constat et précise qu'au-delà des objectifs de conforter un certain nombre de pôle d'activités, il ne faut pas perdre de vue l'objectif d'en impulser de nouveaux.

**Michel DELEBARRE** abonde dans ce sens et souligne le danger que peut représenter une trop grande spécialisation d'un territoire dans un domaine d'activité.

**Daniel PARENTY** ajoute que cette question soulève celle relative à la mise en réseau des agences d'urbanisme du Nord-Pas de Calais mais aussi, pourquoi pas, des pôles de compétitivité. Il souligne également le manque de lien évident entre entreprises du territoires et collectivités territoriales.

**Michel DELEBARRE** abonde en ce sens et rappelle que RAFHAEL a un rôle de structure d'échanges et qu'elle ne doit pas se substituer aux compétences et aux attributions des instances mises en place par ailleurs pour ces thèmes.

Enfin, il conclut en attirant l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à avoir dans chaque agence de développement et d'urbanisme un représentant régional afin notamment de veiller à la mise en oeuvre du SRADT.

## 5. Questions diverses

### >> La refonte du Site Internet du Réseau RAFHAEL

**Michel DELEBARRE** rappelle que le site Internet du Réseau RAFHAEL a été mis en place en 1999. Depuis, aucune refonte graphique, malgré le changement d'identité visuelle du Réseau (Logo modifié en 2000), n'a été effectuée.

Pour autant, ce site Internet rencontre un certain succès au vue du nombre de connexions mensuelles dont il fait l'objet. En effet, le nombre de connexions mensuelles a quasi-triplé entre janvier 2002 et septembre 2006 passant de 3 674 connexions/mois à 10 829 connexions/mois, avec un «pic» à 11 660 connexions mensuelles.

Cette évolution en terme de nombre de connexions mensuelles conforte l'intérêt et le succès du site Internet de RAFHAEL.

Aussi, après plus de six ans d'existence, il apparaît utile de « refondre » ce site Internet afin que ce dernier corresponde davantage à l'image du Réseau RAFHAEL. Il propose ainsi aux membres de RAFHAEL de consulter plusieurs entreprises de communication Web et de prévoir un budget compris entre 7 000 € et 10 000 € en vue de ce travail.

[L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.](#)

### >> Le Forum pour la Gestion des villes et des collectivités territoriales

**Michel DELEBARRE** rappelle que **Dominique CRESSON**, Administrateur Territorial, a été nommé, en accord avec le Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Délégué Régional « Grand Nord » pour le Forum pour la Gestion des Villes et des collectivités territoriales et qu'au regard des missions de cette Association, certaines synergies pourraient être mises en place entre le Forum et RAFHAEL.

A noter : cette nouvelle fonction, comme celle qu'il assume au sein de RAFHAEL, est bénévole.

[L'Assemblée marque son accord pour examiner les éventuelles synergies à mettre en place entre les deux structures](#)

\*\*\*

**Michel DELEBARRE** clôture l'Assemblée Générale Ordinaire de RAFHAEL et propose aux membres de poursuivre les échanges dans le cadre d'une communication thématique sur le thème « Citoyens, Europe et Territoires ».

**Michel DELEBARRE**  
Ancien Ministre d'Etat  
Député-Maire de Dunkerque  
Président du Réseau RAFHAEL

## LISTE DES PRÉSENTS ET EXCUSÉS

### PRÉSENTS

<b>AGNES Michel</b>	Cabinet du Président	Communauté Urbaine de Dunkerque
<b>BERTHET Marie-France</b>	Conseillère Régionale Présidente du CRRAV	Conseil Régional du Nord - Pas-de-Calais
<b>CARTON Bernard</b>	Conseiller Municipal Conseiller Communautaire Conseiller Général	Ville de Roubaix
<b>CHARLES Anne-Sophie</b>	Chef de Cabinet	Ville de Mons
<b>CRESSON Dominique</b>	Délégué Général	RAFHAEL
<b>DELAHAYE Gérard</b>	Vice-président chargé des TIC	Communauté d'Agglomération ARTOIS COMM
<b>DELEBARRE Michel</b>	Député-maire Ancien Ministre d'Etat Président de Dunkerque Grand Littoral	Ville de Dunkerque
<b>DELPIERRE Coralie</b>	Chargée de mission	RAFHAEL
<b>DI POMPEO Christophe</b>	Conseiller Communautaire Conseiller Régional Adjoint au Maire	Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre
<b>DUBOIS Pascal</b>	Directeur de Cabinet	Ville de Valenciennes
<b>DRUELLE Christian</b>	Expert-comptable	Cabinet Comptable DRUELLE
<b>DURET Philippe</b>	Conseiller municipal délégué Conseiller LMCU Trésorier de RAFHAEL	Ville de Tourcoing
<b>HERCHIN Luc</b>	Directeur de la Communication	Communauté de Communes Flandre Lys
<b>KUZNIAK Serge</b>	Directeur Général des Services	Communauté d'agglomération de Lens-Liévin
<b>LAMBELIN Marie-Dominique</b>	Maire - Adjoint Ville de Douai	
<b>LEGRAND Jean-Marc</b>	Conseiller Communautaire Adjoint au Maire	Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin
<b>LETURQUE Frédéric</b>	Vice-président Adjoint au Maire Conseiller Régional	Communauté Urbaine d'Arras
<b>MARLIERE Olivier</b>	Adjoint au Maire	Ville de Valenciennes
<b>NAEPELS Eric</b>	Directeur Territorial	Caisse des dépôts et consignations
<b>PARENTY Daniel</b>	Vice-président	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
<b>RICHEBE Anne Charlotte</b>	Cabinet du Président	Communauté Urbaine de Dunkerque
<b>VANDIERENDONCK René</b>	Maire de Roubaix Vice-président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais Premier Vice-président du Réseau RAFHAEL	Ville de Roubaix
<b>WACHEUX Alain</b>	Président	Communauté d'Agglomération ARTOIS COMM

## EXCUSÉS

<b>AUBRY Martine</b>	Ancien Ministre Maire de Lille	Ville de Lille
<b>BAUDOUX Bernard</b>	Président	Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre
<b>BEGUIN Jean</b>	Président de la CCI du Cambrésis	CRCI DU NORD - PAS-DE-CALAIS
<b>BOUQUET Hubert</b>	Président Maire d'Haverskerque	Communauté de Communes Flandre Lys
<b>CAREME Damien</b>	Vice-président Maire de Grande Synthe Conseiller Régional	Communauté urbaine de Dunkerque
<b>COUPE Yves</b>	Maire - Adjoint Vice-président de la communauté d'agglomération de Cambrai - Conseiller Régional	Ville de Cambrai
<b>DALONGEVILLE Gérard</b>	Vice-président Maire d'Hénin -Beaumont	Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin
<b>DELILLE Jean-Jacques</b>	Président Maire Adjoint	Communauté d'agglomération du Douaisis
<b>DESFOSSEZ Nicole</b>	Conseillère municipale déléguée Vice-présidente de l'Office de Tourisme	Ville d'AVESNES / HELPE
<b>DELANNOY Michel François</b>	Premier Adjoint au Maire Ville de Tourcoing	
<b>DEPLUS Jean-Paul</b>	Echevin de la culture, Tourisme et Economie	Ville de Mons
<b>DESJARDINS Marc</b>	Directeur Régional Nord-Pas de Calais	Caisse des dépôts et consignations
<b>DI RUPO Elio</b>	Bourgmestre de Mons	Ville de Mons
<b>DOUEZ Roger</b>	Vice-président de la Communauté de Communes Flandre Lys Maire de Laventie	Communauté de Communes Flandre Lys
<b>DUPORGE Laurent</b>	Adjoint au Maire	Ville de Liévin
<b>GABREAU Christophe</b>	Directeur Général Adjoint	LILLE GRAND PALAIS
<b>HENON Hervé</b>	Adjoint au Maire	Ville de Boulogne sur Mer
<b>KEMEL Philippe</b>	Vice-président Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin Maire de Carvin Vice Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais	Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin
<b>KUCHEIDA Jean-Pierre</b>	Député-Maire	Ville de Liévin
<b>LAFONT Bernard</b>	Président de la commission Communication et citoyenneté - Nouvelles technologies - Promotion de l'agglomération Maire d'Artres	Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole
<b>MALVACHE Noël</b>	Vice-président chargé du POS - SCOT - Président du SDAU Maire de Saultain	Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole
<b>MUYLAERT François-Xavier</b>	Maire - Adjoint	Ville d'ARRAS
<b>KLENGAGNE Guy</b>	Président	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
<b>PAUVROS Rémy</b>	Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre Vice-président du Conseil Général du Nord Maire de Maubeuge	Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre
<b>VANCAILLE Michel</b>	Président	Communauté d'agglomération de Lens-Liévin
<b>VANLERENBERGHE Jean-Marie</b>	Sénateur -Maire Président de la Communauté Urbaine d'Arras	Ville d'ARRAS
<b>VILLAIN François-Xavier</b>	Député-maire Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Cambrai	Ville de Cambrai
<b>VERNIER Jacques</b>	Maire Conseiller régional	Ville de Douai
<b>WATTEBLED Dany</b>	Vice -Président de Lille Métropole Communauté urbaine Maire de Lesquin	Mairie de Lesquin

# ANNEXE 1 - DOSSIER AUX PARTICIPANTS

## SOMMAIRE

Liste des annoncés Présents à l'Assemblée Générale du 23 octobre 2006 à Lille

### TRANSPORTS FERROVIAIRES

Publication de l'Association « **Villes et Régions Européennes de la Grande Vitesse** » - Cahiers de la Grande Vitesse N°1 « **Finances et collectivités locales** »

### TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

- Synthèse de la **Conférence-débat PROSPECTIV-IT** du 19 juin 2006 à Lille sur le thème « **Nouvelles technologies, nouveaux usages à l'horizon 2010** » par Daniel KAPLAN, Délégué Général de la FING
- **Article de presse** – La Gazette Nord-Pas de Calais du 3 aout 2006 « **Les décideurs territoriaux interpellés par l'émergence des TIC** »
- **Présentation** de la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) « **Qu'est ce que la FING ?** »
- **Dossier d'Adhésion** à la FING

### TELEVISIONS LOCALES

- Carte des télévisions locales du Nord-Pas de Calais et de la Belgique transfrontalière – Octobre 2006
- **Article de Calais Réalités** (Hebdomadaire municipal d'information) du 12 au 18 octobre « **Calais TV, elle arrive chez vous** »
- **Communiqué de presse ILTV** du 29 septembre 2006 – Télévision Communautaire de l'Agglomération d'Hénin-Carvin « **ILTV tisse sa toile** »
- Carte des sites d'implantation des **émetteurs TNT** (Source CSA)

### COMITE DES REGIONS

- **Présentation du Comité des Régions** de l'Union Européenne
- Lettre d'information du Comité des Régions N°52 – été 2006 / Dossier spécial plan D « **Les régions et les villes s'investissent dans la communication sur l'Europe** »
- Lettre d'information du Comité des Régions N°53 – octobre - décembre 2006